

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 14–17 novembre 2011

RAPPORTS DE LA DIRECTRICE EXÉCUTIVE SUR DES QUESTIONS OPÉRATIONNELLES

Point 10 de l'ordre du
jour

*Pour information**



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2011/10-A/3
30 septembre 2011
ORIGINAL: ANGLAIS

INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT APPROUVÉES PAR LA DIRECTRICE EXÉCUTIVE ENTRE LE 1ER JANVIER ET LE 30 JUIN 2011 – AMÉRIQUE CENTRALE 200043

**Assistance aux groupes vulnérables touchés
par des catastrophes naturelles et d'autres
chocs au Guatemala, au Honduras, en
El Salvador et au Nicaragua**

Nombre de bénéficiaires	700 000 (total)
Durée du projet	2 ans (1 ^{er} janvier 2011–31 décembre 2012)
Quantité de produits alimentaires fournie par le PAM	31 429 tonnes
Coût (dollars É.-U.)	
Coût des produits alimentaires pour le PAM	17 921 566
Coût total pour le PAM	29 042 740

* Conformément aux décisions du Conseil d'administration sur la gouvernance approuvées à la session annuelle et à la troisième session ordinaire de 2000, les points soumis pour information ne seront pas discutés, sauf si un membre en fait la demande expresse, suffisamment longtemps avant la réunion, et que la présidence fait droit à cette demande, considérant qu'il s'agit là d'une bonne utilisation du temps dont dispose le Conseil.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, ODPC*: M. G. Lodesani tél.: 066513-2567

Attachée de liaison, ODPC: Mme S. Izzi tél.: 066513-2207

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional de Panama (Amérique latine et Caraïbes)

RÉSUMÉ

1. L'insécurité alimentaire au Honduras, en El Salvador, au Nicaragua et au Guatemala engendre catastrophes naturelles et pauvreté. Les communautés les plus démunies sont les plus durement touchées par les répercussions des chocs successifs. Ces dernières années, la cherté des denrées, la crise économique mondiale, les épisodes de sécheresse attribuables à el Niño, et les précipitations et les inondations excessives ont encore compromis la situation déjà précaire de ces pays en matière de sécurité alimentaire.
2. Pour faire face à cette vulnérabilité, la présente intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) contribue à répondre rapidement aux besoins immédiats des personnes en situation d'insécurité alimentaire touchées par des chocs récurrents et à protéger leurs moyens de subsistance, à éviter une détérioration de l'état nutritionnel des personnes vulnérables et à accélérer le redressement avant que de nouvelles crises ne surviennent.
3. Les deux grandes composantes sont les suivantes:
 - **Secours.** Dans le cadre de l'intervention d'urgence immédiate, des distributions générales de vivres seront organisées pour sauver des vies, éviter une détérioration de l'état nutritionnel des bénéficiaires et faire en sorte qu'ils n'aient pas recours à des stratégies de survie dangereuses. Assurée à titre préventif, la distribution généralisée de suppléments alimentaires aux enfants de moins de 2 ans permettra de stabiliser le taux de malnutrition aiguë dans ce groupe particulièrement vulnérable.
 - **Redressement.** Les premières activités de redressement viseront à accroître le revenu des ménages, à remettre en état les infrastructures des communautés et à reconstituer la capacité de production agricole grâce à diverses activités (Vivres contre travail, Vivres pour la création d'avoirs et Vivres pour la formation). Des activités Espèces contre travail pourront être menées en fonction des circonstances telles que les décrivent les études de faisabilité et de marché.
4. En coordination avec les homologues nationaux et locaux, des stocks d'urgence rassemblant 450 tonnes de vivres seront constitués en juin de chaque année, avant le début de la saison des ouragans, dans les zones de chaque pays traditionnellement en situation d'insécurité alimentaire et sujettes à des catastrophes naturelles. Ce pré-positionnement, allié aux instruments de préparation aux situations d'urgence déjà en place, comme les systèmes d'alerte rapide et de suivi de la sécurité alimentaire, augmentera l'efficacité de l'intervention de secours en permettant de porter immédiatement assistance à jusqu'à 13 360 bénéficiaires dans chaque pays. Le PAM et ses partenaires orchestreront la planification des interventions d'urgence et les autres activités locales de préparation aux crises, avec la participation des communautés.
5. L'assortiment alimentaire est constitué de céréales, de légumineuses, d'huile végétale et de sel pour ce qui est des distributions générales de vivres; d'aliments composés enrichis, d'huile végétale et de sucre pour ce qui est des distributions généralisées de suppléments alimentaires; et de céréales, de légumineuses et d'huile végétale en ce qui concerne les premières phases du redressement.
6. S'agissant des bénéficiaires, les chiffres sont les suivants: 700 000 pour les distributions générales de vivres (300 000 par année); 28 000 enfants de moins de 2 ans pour les distributions généralisées de suppléments alimentaires; et 175 000 pour les premières phases du redressement.
7. Une IPSR régionale s'est révélée efficace pour faire rapidement face à divers phénomènes dans les quatre pays, tout en permettant aux bureaux de pays de collaborer avec leurs homologues gouvernementaux afin de renforcer leur capacité de se préparer aux situations d'urgence et d'intervenir en cas de crise.